La Gauche utile pour la République

Madame, Monsieur,

Députée assidue, loyale, pleinement investie, j'ai tenu à demeurer une élue de terrain, relayant à l'Assemblée nationale vos difficultés comme vos espoirs, vous rendant compte de mon action, multipliant les échanges pour être à votre écoute.

Candidate à vous représenter à nouveau à l'Assemblée nationale, je vous dois, comme depuis toujours, la clarté sur le sens de l'action que je mènerai en votre nom, si vous choisissez le 11 juin prochain, de m'accorder votre confiance.

le veux être une

Comme vous, je souhaite la réussite de notre pays. Je veux être une députée utile. Utile à engager les transitions indispensables pour députée utile répondre au chômage de masse, à la précarisation du travail, à la crise climatique au sentiment d'abandes et à la crise climatique et à la crise cli crise climatique, au sentiment d'abandon et à la défiance de trop

de nos concitoyens. Utile pour soutenir l'innovation dans notre économie, comme dans notre démocratie. Utile à la conquête de nouveaux droits, de nouvelles protections et de nouvelles libertés. Utile à la revitalisation du projet européen. Utile à chacune et chacun d'entre vous.

Je soutiendrai donc toutes les mesures présentées par le Président de la République qui iront dans ce sens. En revanche je n'accepterai pas ce qui viendrait porter atteinte à notre pacte social, à la solidarité due aux plus fragiles, à la participation des citoyens.

C'est ainsi que je voterai pour la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des Français, pour l'augmentation de la Prime d'activité et de l'Allocation adulte handicapé (AAH). Mais je ne peux accepter qu'on mette fin à l'encadrement des loyers ou qu'on modifie le code du travail brutalement par ordonnance car je crois à la vertu du dialogue avec les partenaires sociaux.

Parce que le Président de la République a décidé de confier les fonctions de Premier Ministre, ainsi que l'Économie, les Finances publiques et l'Éducation nationale à des hommes de droite, la présence de député-e-s de gauche dans la prochaine Assemblée est indispensable. Non pour paralyser l'action du gouvernement, mais bien pour rééquilibrer sa politique en infléchissant son orientation sur chacun des projets de loi qui nous seront présentés.

Vous pouvez compter sur moi pour être à l'Assemblée nationale et à vos côtés, la députée utile d'une gauche constructive, sans sectarisme ni complexe, qui agit, imagine, propose et dialogue.

> Fidèlement, Sandrine Mazetier











Sandrine Mazetier

Députée, Vice-présidente de l'Assemblée nationale 50 ans, 2 enfants

Enfant du 12°, élève à Paul Valéry, Sandrine Mazetier a été consultante au sein d'agences de communication pendant 15 ans. Sociale-démocrate et européenne convaincue, elle s'engage au Parti socialiste pour combattre l'extrême-droite et le Front national.

Elue députée en 2007, dans une circonscription historiquement à droite, elle combat vigoureusement la politique de Nicolas Sarkozy. De 2012 à 2017, elle est en pointe sur les lois de lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière créant le Parquet National Financier (PNF), les lois de transparence de la vie publique et de lutte contre la corruption, les questions d'égalité femmes-hommes, mais aussi de logement. Rapporteure du projet de loi de réforme du droit d'asile, elle s'investit aussi pour la protection des réfugiés et des droits humains.

Députée de terrain, elle est à l'écoute des acteurs associatifs, économiques et culturels ; elle rend compte régulièrement de son action dans des comptes-rendus de mandat et organise des échanges fréquents avec les habitant-e-s du 12^e et du 20^e.

Militante de la première heure du non-cumul des mandats, elle figure dans les différents classements des associations et de la presse, parmi les député-e-s les plus actifs, assidus et influents.

Catherine Baratti-Elbaz

Suppléante, Maire du 12e 47 ans, 2 enfants

Après une carrière d'enseignante-chercheuse, en 2014 elle contribue à la victoire d'Anne Hidalgo à Paris en devenant Maire du 12°. Elle anime une équipe municipale de gauche et écologiste pleinement engagée au service de tou-te-s les Parisien-ne-s.

Pendant les 5 années qui viennent, 12 objectifs et principes seront notre boussole commune.

- forger de nouvelles protections pour les salariés, les entrepreneurs, les artisans, les créateurs face aux mutations du travail et de l'économie
- engager résolument la transition écologique, créatrice d'emploi et d'économies et veiller au strict respect des engagements de la COP 21
- préserver notre système de santé, notre dialogue social, nos services publics pour protéger les plus fragiles, les plus isolés et en particulier nos aînés qui méritent de bien vieillir
- préparer l'avenir de tous nos enfants par la priorité à l'éducation et à l'insertion, de la crèche à l'université
- garantir l'égalité et combattre toutes les discriminations et les exclusions, qu'elles soient liées au sexe, au handicap, à l'origine, à l'orientation sexuelle, à la confession, à l'âge ou à l'adresse
- 6 conquérir de nouveaux droits et nouvelles libertés, comme le droit à mourir dans la dignité, le droit à l'oubli, la neutralité du net, la protection des données personnelles
- investir dans l'innovation, la recherche, le savoir, l'économie réelle, les opportunités du numérique, et des biotechnologies
- 8 promouvoir l'économie sociale et solidaire, la culture, le sport, l'engagement associatif, la laïcité, tout ce qui nous fédère et nous fait vibrer ensemble
- 9 poursuivre la création de logements adaptés à tous et élargir l'encadrement des loyers à toute la métropole du Grand Paris
- assurer la sécurité du quotidien et la lutte contre le terrorisme islamiste dans le strict respect des libertés publiques et de nos engagements internationaux
- moraliser la vie publique, garantir l'indépendance de la justice, des parlementaires, de la presse et de tous les contrepouvoirs, protéger les lanceurs d'alerte
- œuvrer pour une Europe solidaire, du juste échange, des droits humains, de la paix et de la protection des réfugiés et non de la concurrence, de l'évasion fiscale et du dumping social